

démocratie populaire l'appréciation de la crise actuelle et la politique chauvine de compromis du PCF.

La déclaration de Varsovie est plus complexe quant à ses objectifs; d'une part, la direction du PC Français aspire ostensiblement à être reconnue comme fille aînée du Kremlin. Il s'agissait tout d'abord de faire pression sur les communistes polonais afin qu'ils rentrent dans le rang. Mais un autre but était de désarmer les communistes opposants du PCF. En effet, il semble que nombre des opposants du PCF considèrent la révolution politique polonaise comme un exemple. De ce double point de vue, cette déclaration est loin d'être entièrement positive pour les Thorez-Duclos. Il ne leur a pas été possible de faire endosser à l'impérialisme les crimes de la bureaucratie. Les communistes sont donc en droit de penser que, pour les Polonais, la cause essentielle des événements de Pologne et de Hongrie demeure la dégéné-

nérescence stalinienne et ses crimes contre-révolutionnaires. D'ailleurs, à l'appui de cette thèse vient le silence sur la direction du mouvement communiste international. En effet, si le PC de l'URSS a été le foyer de cette dégénérescence, il ne peut être question de le suivre aveuglément. Et, dès lors que l'existence du stalinisme est reconnue dans les faits par les Polonais, ils ne peuvent, bien sûr, s'associer aux syllogismes staliniens sur le stalinisme et le révisionisme.

Mais il est un domaine où le BP du PCF enregistre un succès. C'est en faisant endosser aux Polonais leur politique concernant l'Allemagne et l'Europe. En effet, plus que les critiques, ce que craignent ces

bureaucrates, c'est l'expression d'une autre perspective politique pour le prolétariat français que celle à l'alliance sans principe avec une aile de la bourgeoisie.

Mais les finesses de ce type peuvent retarder l'échéance, non l'annuler. Le retour au léninisme reste la perspective de loin la plus vraisemblable pour le communisme mondial dès la présente période historique.

Et bien sur les commentateurs bourgeois qui espèrent l'effritement du communisme auront quelque raison de se lamenter devant la force révolutionnaire du communisme enfin débarrassé du carcan stalinien.
L. COLLONGES.

... UNE POLITIQUE

DANS LES « DEMOCRATIES POPULAIRES »

Éléments des régimes de transition

Soviétique et Partis

dans l'économie et dans les autres domaines de la vie sociale. C'est la fonction qu'accomplissent actuellement en Yougoslavie les conseils ouvriers, les coopérations, les communes, etc...

Ces organismes de « démocratie directe », si importants qu'ils soient pour socialiser la propriété étatique, la livrer au contrôle et à la gestion directe des producteurs, ne sont pas ni des organismes politiques proprement dits, ni des organismes de réelle démocratie politique.

C'est-à-dire qu'ils ne sont ni de véritables soviets, forme et base constitutionnelle de l'État prolétarien, ni des cadres dans lesquels s'exerce la démocratie politique de la classe sous la forme de front unique et en même temps d'une confrontation idéologique des tendances politiques nationales de la classe.

La politique nationale, aussi bien sur le plan intérieur qu'extérieur, reste selon les dirigeants yougoslaves l'apanage d'un seul parti politique et même, pratiquement, de sa direction. On comprend mal dans ces conditions l'éloge fait par Kardelj, dans son discours à plusieurs égards intéressant, prononcé le 7 décembre 1956 à l'Assemblée Nationale Yougoslave, des Conseils des ouvriers hongrois et de l'expérience révolutionnaire hongroise en général.

Les conseils hongrois furent bâtis par les ouvriers hongrois en tant qu'organes politiques, et se sont articulés verticalement du plan local, au plan régional et même national, en tant qu'éléments d'une structure nouvelle, d'un appareil d'État nouveau: l'État ouvrier soviétique.

Entre eux et les conseils ouvriers yougoslaves, s'est établi immédiatement une différence non de quantité mais de qualité.

D'autre part, plusieurs d'entre eux avaient émis la demande de voir légaliser tous les partis politiques acceptant le cadre constitutionnel des conseils et défendant les conquêtes sociales de base: nationalisation de l'industrie et des banques, réforme agraire.

C'est en cela d'ailleurs que consiste l'apport d'une importance à la fois théorique et pratique extraordinaire de la révolution hongroise.

Kardelj salue la naissance des soviets hongrois et va jusqu'à considérer qu'un vrai Parti communiste, au lieu de s'effrayer de leur présence et de commencer à les combattre, aurait dû en réalité les inciter à « prendre tout le pouvoir »! Ce serait là un pouvoir qualitativement autre que celui existant actuellement en Yougoslavie, mais Kardelj n'a pas l'air de s'en apercevoir. Non pas dans le sens d'une autre qualité sociale, mais politique.

Le pouvoir politique en Yougoslavie, si avancé qu'il soit par rapport à l'exemple actuel de l'URSS et des autres « Démocraties Populaires », ne laisse pas d'être celui d'un bureaucratisme « éclairé », paternaliste, envers les ouvriers dont les droits sont limités à des attributions d'ordre économique et social, mais non politique.

Or les ouvriers hongrois, organisés et armés dans leurs conseils, entendaient être les véritables maîtres, y compris de la politique nationale, aussi bien sur le plan intérieur qu'extérieur, de leur État.

Allant encore plus loin, ils ont donné en même temps la vraie réponse à Kardelj en ce qui concerne le sens de la démocratie politique pour la classe: droit à un système multipartite dans le cadre des conseils, qui n'a rien à voir avec le système multipartite.

LA CONCEPTION DE LA DEMOCRATIE SOCIALISTE DES CHINOIS

Avec les Chinois, nous avons à faire à une autre conception de la « démocratie socialiste », sous la « dictature du prolétariat » ou la « dictature démocratique populaire », comme les dirigeants chinois préfèrent la nommer le plus souvent, certainement pour moins « choquer leurs alliés » démocrates.

Prenons par exemple le rapport politique prononcé devant le 8^e Congrès National du P.C. Chinois en septembre 1956, par Liou-Chao-Shi. Ce dernier qui admet que « tous les États dans le monde sont essen-

tiellement des dictatures de classe », reconnaît également que la « dictature démocratique populaire » de Chine n'est « essentiellement qu'une forme de dictature du prolétariat ».

« Pourquoi alors » est-il nécessaire, se demande Liou-Chao-Shi, que d'autres classes, d'autres partis et des personnalités démocratiques sans parti participent à l'exercice du pouvoir? Pourquoi est-il nécessaire que le Front Uni démocratique populaire continue à exister.

La réponse en est: afin d'assurer la plus grande démocratie possible en Chine. Remarquons tout d'abord que, dans la question que pose Liou-Chao-Shi, il y a la reconnaissance explicite de l'existence toujours de plusieurs classes en Chine.

Les divers « partis démocratiques » qui participent avec le P.C. dans le Front Démocratique Populaire représentent, selon les dirigeants chinois, ces différentes classes sociales existant toujours en Chine, et plus particulièrement « la bourgeoisie nationale, les couches supérieures de la petite bourgeoisie, et les intellectuels de ces classes ». Cependant ces classes et leurs partis, « graduellement », par la « persuasion », ont déjà pris position « pour la cause du socialisme » et soutiennent la « dictature du prolétariat ». C'est là une nouvelle performance de la « dialectique » des dirigeants chinois dont ils ont indiscutablement le monopole.

Mais pourquoi, dans ce cas, ces « classes » ne font-elles pas partie du « secteur des travailleurs socialistes » et pourquoi, surtout, ces partis continuent-ils à avoir une existence autonome du P.C.? A cause du fait, expliquent gravement les dirigeants chinois, des « survivances de l'idéologie bourgeoise ». Ainsi il y a et il aura « pour longtemps encore » classes et partis en Chine qui, tout en ayant pris position pour le « socialisme » et accepté de collaborer dans l'exercice du pouvoir de la « dictature du prolétariat », n'auront d'autre raison d'être que les « survivances de l'idéologie bourgeoise »! Inutile de souligner combien cette vue est à la fois idéaliste et peu conforme à la réalité.

L'« idéologie bourgeoise » est le reflet des racines économiques non encore éliminées qui provoquent une différenciation sociale dans la société. D'autre part, des partis ayant une base sociale autre que celle du prolétariat ou des masses semi-prolétariennes et reflétant des « survivances d'idéologie bourgeoise » ne collaborent pas harmonieusement dans l'exercice de la « dictature du prolétariat » mais s'opposent à ce pouvoir et luttent d'une manière ou d'une autre contre lui. Les « partis démocratiques » chinois qui soi-disant sont à la fois des Partis d'autres classes que le prolétariat et en même temps collaborent avec le P. C., Parti unique du prolétariat, dans l'exercice de la « dictature du prolétariat », ne sont en réalité que des partis fantômes, destinés à maintenir l'illusion d'un système multipartite démocratique.

Les dirigeants chinois, c'est-à-dire ont voulu combiner « dialectiquement » dans une synthèse idyllique, le monopole du Parti Communiste en tant que seul parti de la classe et seule direction politique de fait, avec le système multipartite basé sur d'autres classes que le prolétariat, mais déclarant qu'ils travaillent aussi pour « la cause du socialisme »!

C'est là, il faut l'avouer, un véritable tour de force, tout à l'honneur du « marxisme léniniste » intégral des dirigeants chinois. Mais la « démocratie socialiste » en Chine n'est pas moins qu'ailleurs basée en réalité sur le « parti monolithique unique ».

Il nous reste à clarifier dans ce chapitre une question encore qui déterminerait la formation et l'existence de tel ou tel parti dans le cadre d'une démocratie soviétique, dans le cadre de vrais soviets démocratiques?

« Les ouvriers et les paysans eux-mêmes par leurs libres suffrages » organisés dans les conseils, les soviets « montreront quels sont les partis soviétiques ». C'est la réponse que donne le « Programme de Transition » de notre Internationale. Il se peut, il est même plus que probable qu'un seul parti, à condition qu'il soit effectivement le parti marxiste-révolutionnaire, et qu'il soit effectivement démocratique, pratiquant le droit aux tendances idéologiques en son sein, reste le parti soviétique de loin majoritaire.

Mais la condition — aussi bien pour l'affirmation de son caractère révolutionnaire que pour sa position majoritaire parmi la classe — est de le soumettre constamment au verdict démocratique de la classe organisée dans les soviets, grâce au droit à la pluralité des partis soviétiques.

(A suivre.)

Fin au prochain numéro: Les Partis et l'État ouvrier.